



Communiqué 4 mai 2016

France et santé mondiale

Derrière l'opération de com' l'inaction du Président

Dans une tribune parue dans la revue médicale britannique *Le Lancet*¹, le Président de la République se targue d'avoir placé la France à la pointe du combat mondial pour le droit universel à la santé. Derrière cette belle opération de communication, la réalité est tout autre. Disons le franchement : le quinquennat de François Hollande aura surtout brillé par une inaction constante face aux épidémies mondiales qui continuent de tuer.

L'inaction du président

Le président de la République le reconnaît, face aux épidémies, il y a urgence à agir. « Chaque jour, 16 000 enfants succombent à des maladies évitables, telles que la tuberculose et la rougeole », note-t-il dans la tribune. Mais ce n'est pas avec des déclarations d'intentions, fussent-elles publiées dans le *Lancet*, que la France va changer la donne. « M. Hollande veut véritablement agir contre la tuberculose ? Qu'il commence par augmenter les financements du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme », explique le Dr Hakima Himmich, Présidente de Coalition PLUS et de l'Association de lutte contre le sida au Maroc (ALCS).

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, institution internationale qui mutualise les contributions des pays riches pour financer les traitements des malades dans les pays pauvres, a déjà fait ses preuves. Il a sauvé² 17 millions de vies, permis de soigner de la tuberculose plus de 13 millions de malades, et de mettre sous traitement plus de 8 millions de personnes vivant avec le VIH. Mais il reste tragiquement sous-financé. Résultat, moins de la moitié des malades bénéficient d'un traitement dans le monde.

Or, le Président Hollande n'a jamais cherché à augmenter la contribution de la France au Fonds mondial. Pourtant, son prédécesseur, lui, l'a fait. En 2010, le Président Sarkozy³ l'a augmentée de 20%. Cette augmentation de la part française a permis au Fonds mondial de soigner près de 370 000 malades du sida supplémentaires entre 2011 et 2013⁴. Nous le redisons au chef de l'Etat : un mécanisme financier existe pour trouver des ressources nécessaires sans plomber le budget de la France : la taxe sur les transactions financières, qui génère déjà 1 milliard d'euros par an en France et dont la version européenne, en préparation à Bruxelles, devrait générer 36 milliards d'euros par an selon la Commission⁵.

¹ Tribune de François Hollande, *Lancet*, 2 mai 2016 : « Towards a global agenda on health security »

[http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(16\)30393-2.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(16)30393-2.pdf)

Disponible en intégralité sur le site de l'Élysée, « Pour un agenda sécuritaire global »

<http://www.elysee.fr/interviews/article/pour-un-agenda-securitaire-sanitaire-global/>

² Communiqué du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose, le paludisme, septembre 2015 :

http://www.theglobalfund.org/fr/blog/2015-09-21_17_Million_Lives/

³ Communiqué de presse d'ONUSIDA, septembre 2010 :

<http://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/pressreleaseandstatementarchive/2010/september/20100920psfrenchgcontribution>

⁴ Entre 2011 et 2013, le Fonds mondial a mis sous traitement 3 millions malades du sida supplémentaires. Or, à cette période, la part de la France dans le budget global du FM représentait 12,3%.

⁵ Rapport de la Commission européenne sur la TTF européenne, 2013 :

http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/other_taxes/financial_sector/

Les épidémies risquent de regagner du terrain

Le Président Hollande se réjouit de constater que « les nouvelles infections à VIH ont diminué de 30% ». Mais rien n'est gagné. Les avancées réalisées depuis 15 ans contre l'épidémie du sida peuvent être réduites à néant si la communauté internationale ne se mobilise pas.

L'ONU l'a clairement exposé⁶ : sans financements supplémentaires, les nouvelles infections au VIH repartiront à la hausse et le sida fera encore plus de morts. Il manque aujourd'hui 7 milliards de dollars par an au niveau mondial pour éradiquer l'épidémie par une mise sous traitement généralisée des malades (un malade sous traitement ne transmet plus le virus, ce qui bloque la chaîne des transmissions). 7 milliards de dollars, c'est moins de 0,01% du PIB mondial.

« Qu'attend le Président pour augmenter la contribution de la France au Fonds Mondial, comme vient de le faire la Commission européenne⁷ ? Assez de discours, c'est d'actions et de ressources dont nous avons besoin pour mettre fin au sida », interpelle le Dr Hakima Himmich, Présidente de Coalition PLUS et de l'Association de lutte contre le sida au Maroc (ALCS).

« Le Président Hollande s'était engagé à ce que la France mette tous les moyens pour en finir avec le sida. C'était en 2012⁸. Depuis cette annonce, la contribution de la France au Fonds mondial n'a pas augmenté d'un iota, tandis que chaque mois la pandémie du sida continue de tuer 100 000 personnes et d'en infecter 160 000 autres », alerte Aurélien Beaucamp, Président de AIDES et administrateur de Coalition PLUS.

Signataires : Act-Up Paris, AIDES, Coalition PLUS.

Contact Presse :

Camille SARRET - Coalition PLUS : 07 81 73 34 77

⁶ Rapport de l'ONUSIDA, Fast-Track, 2014, p4

http://www.unaids.org/en/resources/documents/2014/JC2686_WAD2014report

⁷ La Commission européenne a annoncé le 3 mars 2016 qu'elle augmenterait de 27% sa contribution au Fond mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-16-522_fr.htm

⁸ Déclaration de François Hollande aux Etats Généraux d'Elus locaux contre le sida, 26 novembre 2012 : « La France veut la fin du sida, et elle s'en donnera tous les moyens. A l'échelle mondiale, ce sont les plus pauvres qui sont les plus vulnérables. C'est une injustice qui s'ajoute à d'autres, et elle est intolérable. C'est donc une des priorités que j'assigne à la politique de la France : contribuer à un accès universel aux traitements. »